

OUTRE-SARINE

ARIANE GIGON

## Trop tolérants avec le virus, les Alémaniques? Pas à Oberriet...

**Le règlement, c'est le...** Quand le restaurant-bar Piazza a rouvert ses portes le 11 mai, le village d'Oberriet (SG) s'est réjoui. Tout le village? Non. Manifestement, certains habitants n'ont pas apprécié. Résultat: une vidéo envoyée à la police, montrant des clients très rapprochés, et 20 000 francs d'amende pour le restaurant. Qui a refermé fissa.

On l'a entendu si souvent, ces derniers mois: les Alémaniques n'auraient rien compris aux mesures de lutte contre le coronavirus, car ils l'ont peu subi, en comparaison avec la Suisse romande et le Tessin. Ils seraient donc plus mous face

au virus et moins stricts à appliquer les règles de distance physique. Si cette généralisation est déjà, en soi, sujette à caution, de récents exemples d'extrême sévérité viennent encore mettre en doute cette affirmation.

D'après les photos diffusées sur les réseaux sociaux avant le coronavirus, le Piazza est un restaurant et un bar à l'ambiance rock'n'roll. Typique des campagnes suisses, en somme. A 30 kilomètres du lac de Constance, Oberriet, au bord du Rhin, compte environ 8700 habitants et porte le label Cité de l'énergie, comme 4500 autres en Suisse.



A Oberriet, les clients du Piazza salivent à l'idée de tous ces restaurants où l'on peut manger sans être épiés. Keystone

Comme ailleurs aussi, la réouverture des cafés et restaurants y a été dûment célébrée le 11 mai. Mais ce qui s'est passé ensuite pour le Piazza est (heureusement, est-on tenté de dire) assez particulier. Le premier week-end, la foule s'est précipitée. «Nous n'avions pas assez de personnel, a reconnu le gérant dans le journal *Tagblatt*. Le deuxième week-end, nous étions mieux préparés. Mais quand même, je ne fais pas ce métier pour refuser des clients.»

La police n'est pas venue sur les lieux. Elle s'est contentée d'une vidéo reçue d'on ne sait qui. Résultat: 20 000 francs d'amende, dont une partie avec

sursis. Le gérant a décidé de refermer ses portes.

**En Suisse orientale** toujours, mais en Thurgovie, le propriétaire d'une station de lavage automatique de voitures a, lui aussi, été durement sanctionné pour ne pas avoir fermé les robinets dès le 13 mars: il s'est vu infliger une amende administrative de 1280 francs et une autre, pour la sanction pénale, de 2800 francs, avec sursis. S'il reconnaît sa négligence, il recourt contre une peine disproportionnée.

On le voit: la lutte contre le virus a ses vaillants petits soldats, dans tout le pays... >>

Après la démission de Gottfried Locher, N°1 des protestants, les langues se délient

## Sept femmes décident de parler

« ANNE-SYLVE SPRENGER, PROTESTINFO

**Plaintes** >> La démission de Gottfried Locher était inévitable. Alors que l'existence d'une plainte à son endroit a été découverte, les langues se délient et concrétisent ce qui n'était hier que de vagues rumeurs. Au total, ce sont aujourd'hui sept femmes qui ont accepté de raconter leurs témoignages personnels à des dirigeants d'Eglises cantonales.

Un président, sept femmes et deux démissions. Voici pour l'heure le décompte chiffré de la crise qui secoue actuellement l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS), mais qui ne saurait bien évidemment pas se résumer à ce froid calcul. Acculé depuis que l'existence d'une dénonciation à son endroit pour avoir dépassé les limites dans le cadre d'une relation professionnelle a été rendue publique, le président Gottfried Locher a dû se résigner à quitter ses fonctions. Sa démission a été annoncée mercredi soir, soit un peu plus d'un mois après le départ fracassant de Sabine Brändlin, l'un des sept membres du Conseil de l'EERS, le 24 avril.

### Domaine du harcèlement

La brutalité de cette démission ainsi que des contradictions dans la communication avaient alors suscité de vives interrogations au sein des directions des Eglises cantonales. Plusieurs voix ont alors réclamé expressément au Conseil des clarifications sur les dessous de cette crise à la tête de l'institution, de forts soupçons circulant déjà quant à l'existence d'une plainte dans le domaine du harcèlement sexuel.

Face au silence persistant de l'exécutif, certaines personnes sont montées au créneau. Le 19 mai, le *Tages-Anzeiger* confirmait non seulement l'existence d'une dénonciation, mais également le fait que la personne visée par celle-ci n'était autre que le président de l'EERS, Gottfried Locher.



Gottfried Locher a démissionné mercredi soir de la présidence de l'Eglise évangélique réformée de Suisse. Keystone-archives

Certains n'ont pas été vraiment surpris par cette révélation. «Déjà en 2018 (année de sa réélection, ndlr), des rumeurs circulaient quant au fait que Gottfried Locher pouvait avoir un comportement inapproprié avec des femmes», confie Christoph Weber-Berg, président du Conseil synodal de l'Eglise argovienne. Mais aucun élément solide n'était venu attester ces dernières. Cela veut notamment expliquer pourquoi «ces rumeurs étaient aussi difficiles à croire pour certains», avance Michel Müller, président de l'Eglise zurichoise, qui s'était toujours opposé à la réélection de Gottfried Locher.

Un seul témoignage, encouragé par la vague #MeToo à l'automne 2017, avait cependant pointé le bout de son nez, même si la pasteur concernée avait préféré ne pas nommer clairement le «représentant de

l'Eglise» qui lui avait tenu des propos plus que déplacés.

### «Les femmes qui parlent ont peur des pressions»

Christoph Weber-Berg

Si Gottfried Locher avait confirmé à la presse avoir eu cette conversation, le président des réformés n'en était pas moins actif dans la protection de sa vie privée. Christoph Weber-Berg, aussi président de Reformiert Medien qui chapeaute le site ref.ch qui avait relayé ce témoignage, en a personnellement fait les frais. «J'ai immédiatement reçu des appels téléphoniques de deux membres du Conseil et de l'avocat de M. Locher, me menaçant de poursuites judiciaires», raconte-t-il.

D'autres lettres de ce type ont également été adressées ces derniers temps, même au sein du Conseil de l'EERS, nous confie une source proche du dossier. Des pressions qui ont donc dû encore complexifier la gestion de la crise par les autres membres de l'exécutif.

### D'autres dénonciations

S'il reste prudent sur les mots employés, Christoph Weber-Berg nous informe qu'à la suite de l'annonce de la plainte actuellement en examen à l'EERS, d'autres plaignantes se sont spontanément approchées de lui, ainsi que de trois autres dirigeants d'Eglises cantonales, à savoir Miriam Neubert, conseillère synodale des Grisons, Andreas Zeller, président du Conseil synodal Berne-Jura-Soleure et Catherine Berger, conseillère synodale de l'Eglise d'Argovie.

«Nous sommes quatre et nous avons reçu les témoignages de sept femmes qui accusent M. Locher», indique le président de l'Eglise argovienne.

Ces accusations sont toutes en lien avec le domaine du harcèlement, bien qu'à des niveaux différents: «Celles-ci concernent tout le spectre du dépassement des limites, et vont des propos déplacés au harcèlement sexuel.» Malgré des témoignages précis et documentés, toutes ces femmes refusent de sortir de l'anonymat. «Cela leur est d'abord difficile, ce qui est compréhensible, et cela leur apparaît également dangereux: toutes craignent d'être mises sous pression», formule Christoph Weber-Berg.

En toute logique, au vu de la situation actuelle, la démission de Gottfried Locher a été reçue par beaucoup au sein des Eglises avec soulagement. >>

### PIRATAGE

#### STADLER RAIL INFLEXIBLE

Les pirates informatiques ayant dérobé des données à Stadler Rail début mai sont sortis du bois. Face au refus du fabricant thurgovien de négocier, ils ont publié sur internet une partie des documents volés. ATS/AWP

### LICENCIEMENTS

#### UN VRAI RÉGIME MINCEUR

Weight Watchers se sépare de deux tiers de ses employés en Suisse, selon Unia. Quelque 110 postes de conseil à la clientèle sont supprimés dans la filiale helvétique du groupe américain spécialisé dans les régimes minceur. ATS/AWP

### FRONTIÈRES

#### ACHATS DÈS LE 15 JUIN

Le tourisme d'achat sera à nouveau permis en France, en Allemagne et en Autriche dès le 15 juin, a annoncé Berne hier. La Suisse souhaite que la liberté de se déplacer à travers l'Espace Schengen soit rétablie le 6 juillet. ATS

### CORONAVIRUS

#### L'ARMÉE DÉSENGAGÉE

L'engagement de l'armée au profit du système de santé s'est terminé hier et les militaires du domaine sanitaire sont licenciés, communique l'armée. Les premiers soldats avaient été mobilisés le 16 mars. ATS

### HÔTEL DE LUXE

#### LE RICHEMOND SOUFFRE

Établissement emblématique de l'hôtellerie de luxe à Genève, Le Richemond a été mis à genoux par la crise du coronavirus. Le cinq étoiles envisage une fermeture temporaire et le licenciement des 141 employés. ATS/AWP

### CREDIT SUISSE

#### TRIBUNAL FÉDÉRAL SAISI

Dans l'affaire Iqbal Kahn, Credit Suisse saisit le Tribunal fédéral. La banque s'oppose à l'auditeur retenu par la Finma pour faire la lumière sur l'affaire des filatures qui avait éclaboussé jusqu'à ses plus hauts dirigeants. ATS/AWP